



Identités ressources, **identités replis**

Une réflexion de la CERCA*

Nous sortons de l'été avec son cortège de fêtes diverses. À chaque fois, les villes et les villages de notre région se sont pavoisés de leurs couleurs pour accueillir des foules en quête de liesse. En pareil moment, on répète à l'envi et à juste titre que l'identité des Landes se trouve là aussi, dans cette capacité à festoyer collectivement, sans regarder la provenance de chacun. Cette identité se veut gracieuse et généreuse. Tout est fait pour planter de la joie sur un territoire qui ne demande qu'à recevoir alors celui qui est d'ici, comme celui qui vient d'ailleurs.

Cet élan estival ne doit pas pour autant cacher ce qui nous semble être aujourd'hui une autre face inquiétante de l'identité. Celle qui, plutôt que de s'offrir comme une ressource de vie, s'imposerait comme une justification à nos replis. C'est en particulier le cas de l'identité culturelle parfois brandie comme un étendard qui exclut. Rien à voir bien sûr avec la joie d'être français que beaucoup parmi nous ont éprouvée lors de la victoire de la coupe du monde de football. Il s'agit en pareil cas d'un sentiment partagé qui ne rejette personne et qui n'emprunte en rien à ce que nous pouvons qualifier de moment identitaire.

Parce que nous considérons ce moment menaçant pour les différents espaces

politique, professionnel et religieux, nous nous permettons de partager cette réflexion. En quoi consiste ce moment identitaire ? Pourquoi menace-t-il le vivre ensemble, y compris l'Église ? Pourquoi se produit-il maintenant ? Comment s'y prendre pour l'endiguer ? Comment pouvons-nous revisiter la question de l'identité au prisme de l'évangile ?

Un moment identitaire

L'affirmation identitaire est à l'œuvre, mais il s'agit là d'une identité qui sépare plus qu'elle ne s'offre. En quelque sorte, il s'agit moins de faire un nous *avec* d'autres, que de construire un nous *contre* les autres. Cette affirmation affecte plusieurs sphères d'importance, notamment la politique et la religion.

Le retour identitaire s'exprime de façon massive en politique au travers de figures ou d'événements disparates mais ô combien similaires dans leur façon d'inclure et d'exclure. En Europe, la vague identitaire déferle à grande vitesse. Après avoir touché les pays de l'Est, notamment la Pologne et la Hongrie, l'Autriche s'est dotée d'un gouvernement dont l'une des deux formations ne cache pas ses forts relents nationalistes pour ne pas

dire racistes. Dans l'Italie voisine, le même scénario s'est produit plus récemment encore, avec l'arrivée du parti de la *Ligue* qui n'a rien à envier à la brutalité rhétorique (avant autre chose ?) des fascistes italiens dont il ne rejette pas l'héritage. Comment ne pas être inquiet quand, en pareil cas, c'est un pays fondateur de l'Europe qui est ainsi affecté ? Et, dans ce contexte de crispation identitaire, comment oublier la campagne électorale pour le Brexit où la Grande-Bretagne a vu fleurir quantité de slogans non seulement populistes – en l'occurrence contre les élites de Bruxelles – mais aussi à fortes tonalités xénophobes ? Cet accès d'identitarisme est beaucoup plus large que la seule Europe ; il balaie le monde. Le cas le plus emblématique a été l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, dont le slogan de campagne *America first* s'est ensuite concrétisé par des mesures extrêmement nationalistes.

Le retour identitaire prend aussi le chemin de l'expression religieuse : aucune des grandes traditions spirituelles n'échappe aujourd'hui à ce phénomène. Alors qu'elles appellent toutes plus ou moins à la concorde, d'aucuns les instrumentalisent pour clôturer des espaces et ainsi tenir à l'écart ceux qui ne s'en réclament pas. De l'Inde où fleurit le national-hindouisme antimusulman et antichrétien, à la Birmanie bouddhiste qui chasse les Royingas musulmans, en passant par les islamistes au spectre d'expression très large, la mobilisation des références religieuses sert les dynamiques de distinction, de clivage et d'exclusion.

Malheureusement, le christianisme ne fait pas exception à ces phénomènes. Quand certains députés bavarois, dénoncés d'ailleurs par l'épiscopat allemand, veulent ériger le crucifix dans toutes les institutions ou quand certaines mairies de France remettent des crèches de Noël, on ne doit pas être dupes de l'instrumentalisation religieuse : n'est-on pas davantage dans le réarmement identitaire que dans l'expression d'une joie spirituelle et accueillante ? De même, des sites internet font

“

Les périodes de rigidité sont toujours des périodes d'insignifiance [...] Car la rigidité n'a de sens que pour ceux qui y participent et qui s'enferment de plus en plus dans des tourelles, dans des murailles, des forteresses et, par conséquent, s'éloignent et s'éloignent d'une façon qui juge de tous ceux qui ne partagent pas cette dureté. Il me paraît important de dire que c'est une impasse.»

Albert Rouet
archevêque émérite de Poitiers

du catholicisme la marque de fabrique d'une France qu'ils voudraient rendre inaccessible à ceux qui ne seraient pas de cette confession. Ceci n'est pas nouveau. Déjà le fondateur de l'Action française, Charles Maurras, célébrait dans l'entre-deux guerres le catholicisme comme colonne vertébrale d'un ordre social supposé de notre pays, alors même qu'il rejetait l'esprit de l'évangile. En tant que chrétiens, cette manière de convoquer nos références spirituelles pour les subvertir nous heurte particulièrement.

À propos de tous ces replis religieux, l'ancien archevêque de Poitiers, Albert Rouet, avait fait remarquer : «*Les périodes de rigidité sont toujours des périodes d'insignifiance [...] Car la rigidité n'a de sens que pour ceux qui y participent et qui s'enferment de plus en plus dans des tourelles, dans des murailles, des forteresses et, par conséquent, s'éloignent et s'éloignent d'une façon qui juge de tous ceux qui ne partagent pas cette dureté. Il me paraît important de dire que c'est une impasse.*»

Qu'elles soient politiques ou religieuses, la convocation d'identités replis consiste donc à sélectionner dans nos appartenances multiples ce qui est supposé nous séparer de ceux avec lesquels on ne veut rien partager. L'identité de chacun est pourtant faite d'appartenances multiples : culturelle, linguistique, religieuse, nationale, politique, familiale... Ces appartenances sont à la fois ce qui nous rattache à d'autres personnes, et ce qui fait que, par-delà notre humanité commune, nous sommes singuliers.

Encore une fois, ce n'est évidemment pas cette combinaison d'appartenances conscientes ou inconscientes qui pose problème. L'affirmation identitaire devient problématique, voire dangereuse, lorsqu'elle ignore ce caractère composite et complexe de chacun, et qu'elle ne retient que ce qui nous sépare de l'Autre au risque de fracturer tout espace collectif. Amin Maalouf, membre de l'Académie française, qui sait, en tant que Libanais d'origine, combien l'identité peut être une arme de destruction massive a ainsi écrit : « *Souvent, l'identité que l'on proclame se calque en négatif sur celle de l'adversaire.* »

Ce repli sur une parcelle identitaire distincte, doublé du rejet de celui qui ne la partage pas, c'est en quelque sorte une pathologie de l'identité. Au plus fort de sa manifestation, celui qui souffre de cet enfermement identitaire peut ainsi se couper de l'Autre, le transformer en rival, l'enfermer dans le stéréotype pour finir par le déshumaniser. C'est la porte ouverte à tous les rejets voire à tous les racismes. Dans ce cas, c'est sa propre humanité qui s'effondre. En retour, ceux que l'on distingue, pour les ignorer voire les rejeter, se murent dans cette identité supposée incompatible. Il y a donc aussi du mimétisme dans ce moment identitaire. Plus l'on m'éloigne et plus je m'affirme dans ce qui m'oppose à l'autre.

Même si le corps social de notre pays tient dans l'ensemble, n'en sommes-nous pas parfois là aujourd'hui, quand, par exemple, des Français

identitaires convoquent « le saucisson vin rouge » et que d'autres usent de l'ostentation de signes d'appartenance islamique ? Il faut quand même garder et noter que notre pays a su garder beaucoup de dignité et de cohésion dans la récente période d'actes terroristes qu'il a traversée.

Pourquoi les identités replis fructifient-elles ?

Une fois constatée l'acuité de ce moment identitaire, encore faut-il essayer d'en comprendre les causes quoique l'exercice ne soit pas aisé. En effet, les mécanismes sont complexes, qui font enfler une des composantes identitaires d'un groupe d'individus pour les faire entrer dans une dynamique d'exclusion. Complexes parce qu'ils relèvent à la fois de dynamiques collectives et de trajectoires individuelles. Complexes aussi car, de la France au reste du monde, il est difficile d'embrasser des contextes sociopolitiques aussi différents. Pour autant, malgré cette diversité de situations internationales, la production généralisée de moments identitaires n'est pas le fait de la coïncidence : bien des causes sont communes à tous les pays. Néanmoins c'est sur le nôtre qu'il importe de focaliser notre réflexion, même si pour l'heure les dérives identitaires demeurent contenues.

Commençons par dire que le basculement vers un certain enfermement identitaire est avant tout un autre nom de la peur. Car il est en quelque sorte la conséquence d'une « insécurité culturelle », expression créée par le géographe Christophe Guilluy et reprise par le sociologue Laurent Bouvet qui l'a définie en ces termes : « *percevoir ou ressentir le monde ou le voisin comme une gêne ou une menace en raison de sa "culture", de différences apparentes ou supposées, qu'il s'agisse, par*

○○○

“ **Percevoir ou ressentir le monde ou le voisin comme une gêne ou une menace en raison de sa “culture”, de différences apparentes ou supposées, qu'il s'agisse, par exemple, de ses origines ethno-raciales ou de sa religion, voilà ce qui provoque l'insécurité culturelle »**

Laurent Bouvet
sociologue

exemple, de ses origines ethno-raciales ou de sa religion, voilà ce qui provoque l'insécurité culturelle ».

Celle-ci semble avant tout intensifiée par un arrière-plan socio-économique et politique. En particulier, selon un autre sociologue, Claude Dubar, la crise identitaire est profondément reliée aux transformations du travail. Les métiers qui avaient une forte composante identitaire sont en déclin. C'est le cas des paysans, des ouvriers et des professions artisanales. De même, on assiste à un effondrement des anciens cadres de socialisation. Au moment des Trente Glorieuses, l'Église catholique et le Parti communiste dominaient en France et se partageaient le tissu social irrigué aussi par les syndicats. Or ces creusets d'espérance n'ont plus du tout la même influence. Ajoutons aussi que la France, pays de conscription depuis la Révolution, a remplacé le service militaire d'autan par une armée professionnelle qui n'exerce donc plus sa fonction de brassage. Mais il y a bien plus nous semble-t-il. C'est tout le nouveau contexte de mondialisation mal régulée qui tend à accroître le malaise social

et partant identitaire. D'un côté, pour ceux qui subissent la mondialisation, notamment au travers des délocalisations, ou qui l'interprètent comme la cause du chômage ou de la précarité qu'ils subissent, l'insécurité sociale peut ainsi basculer vers l'insécurité culturelle. Ceux qui sont intégrés dans la vie économique n'échappent pas non plus à l'insécurité sociale à travers la peur du déclassement. Car dans un monde en pleine mutation économique (numérisation, robotisation et compétition accrue), on assiste à une recomposition économique massive qui inquiète plus souvent qu'elle ne révèle ses opportunités réelles. Ce faisant, la peur sociale peut susciter aussi des basculements vers l'insécurité culturelle. Mais si l'insécurité culturelle concerne les plus anciennement établis sur le territoire, elle concerne aussi ceux qui y sont plus récemment venus, et qui n'ont pas encore réussi à trouver leur place dans une société moins performante économiquement pour les inclure correctement.

Ce dernier point souligne que si cette insécurité culturelle est aussi prégnante, c'est bien parce que la société est diverse dans sa composition. En fait, il n'y a rien de vraiment nouveau. Faut-il le rappeler, la France s'est toujours construite avec ses nouveaux venus. Mais aujourd'hui la différence est rapidement vue comme une concurrence parce que les conditions socio-économiques sont moins porteuses de garanties sociales pour tous ; surtout comparativement aux Trente Glorieuses où nombre d'immigrés sont venus sur le territoire français, mais où personne ne restait vraiment au bord du chemin.

Si l'insécurité sociale se transforme en insécurité culturelle, c'est donc non seulement parce que les conditions socio-économiques se sont dégradées, en particulier depuis la crise économique et financière de 2008, qui a montré la folie d'une mondialisation libérale sans ambition de régulation, mais aussi parce que l'actualité géopolitique internationale

se télescope avec ce contexte économique. L'affirmation islamiste, sous ses atours les plus violents en la figure de Daech, est en effet venue polariser un peu plus la société française entre des Français qui ont peur et d'autres Français musulmans, qui peuvent avoir tout aussi peur car ils sont vite accusés de près ou de loin d'être liés à cette mouvance.

S'ajoute enfin à ce contexte économique et politique la nouvelle question des « migrants » (climatiques et politiques), que certains n'hésitent pas à combiner de façon fallacieuse avec le terrorisme islamique. Cette instrumentalisation dangereuse renvoie à l'irresponsabilité de certaines paroles politiques qui entretiennent des fausses idées en vue d'accroître un auditoire électoral. La peur est un puissant moteur de mobilisation politique, et certains courants ne le savent que de trop, eux qui prospèrent actuellement et, nous l'espérons, momentanément.

D'un autre côté, à rebours de ces discours exclusifs, qui voudraient figer l'identité de la France dans une définition historique (mais à quelle date commence-t-on cette histoire et quand la finit-on ?), les grands récits inclusifs, aussi bien sur le plan national qu'europeen, manquent sans doute de force pour faire entrer les populations dans une même « communauté imaginée » et une ambition politique partagée.

Sortir du piège identitaire

Encore une fois, loin de nous l'idée que l'identité serait une bien mauvaise chose. Nous faisons notre la réflexion de la philosophe Simone Weil, ancienne résistante contre les nazis, et qui ne reniait pas l'importance de ce qu'elle nommait *l'enracinement*. À la fin de sa courte vie, cette chrétienne naissante et incandescente avait fait de cet enracinement l'un des besoins vitaux de la personne : « *il est nécessaire pour l'homme d'avoir des racines*,

d'inscrire et de construire son identité au sein de milieux sociaux, culturels ou professionnels. Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle, par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie. » Toute personne ne peut ainsi rejoindre les valeurs universelles de l'humanité, notamment l'amour et la fraternité, qu'en vivant quelque part et avec d'autres dont elle partage le quotidien et l'histoire. Personne ne peut donc être coupé de ce terreau qui nourrit sa vie, en sachant qu'il est aussi nécessairement très composite comme elle le suggère, et comme elle l'a elle-même démontré par ses engagements. D'abord, en travaillant à l'usine, c'est la condition ouvrière et donc une identité sociale particulière, que la philosophe a épousée. Puis, en s'engageant dans la résistance, c'est bien à une idée de la

“ il est nécessaire pour l'homme d'avoir des racines, d'inscrire et de construire son identité au sein de milieux sociaux, culturels ou professionnels. Chaque être humain a besoin d'avoir de multiples racines. Il a besoin de recevoir la presque totalité de sa vie morale, intellectuelle, spirituelle, par l'intermédiaire des milieux dont il fait naturellement partie. »

Simone Weil
ancienne résistante



France et des libertés qu'elle s'attachait. Et quand cette identité lui a semblé menacée, c'est avec toute son énergie qu'elle a voulu la défendre. Car c'est un certain rapport avec le meilleur de l'humanité qui risquait d'être broyé par le projet identitaire exclusif et diabolique des nazis. Elle a rejoint là tous ceux qui ont lutté et qui luttent encore pour une identité menacée par des occupations injustes, ce qui, en l'occurrence, constitue des moments identitaires nécessaires.

L'enracinement tel que Simone Weil l'a évoqué s'effectue donc entre autres dans un territoire partagé, en l'occurrence pour nous les Landes, la France et l'Europe, ce qui représente déjà trois identités en interaction. Mais les reconnaître, c'est en aucun cas vouloir figer la représentation qu'on a de leur histoire qui est forcément toujours en évolution.

L'identité landaise, du reste difficile à définir, montre bien cela. La société landaise traditionnelle était fondée sur l'entraide nécessaire pour les travaux agricoles. Or la fin de cette société n'a pas signifié la fin de la sociabilité. Elle s'est juste transformée avec l'avènement des nouvelles manières de vivre et de nouveaux schémas de pensée. La nécessité de lien social se manifeste désormais à travers la vie associative. Les associations sont devenues les moteurs de la vie locale, le moyen privilégié de l'intégration des habitants des villages et des petites villes. La fête, le sport, les activités culturelles procurent des moments d'échanges et de partage qui donnent ainsi aux populations un sentiment d'appartenance à un territoire et la joie d'être porteur d'une identité somme toute singulière. Ils favorisent ainsi l'émergence d'une culture locale non plus figée et passée mais vivante et dynamique.

Ceci prouve que l'identité culturelle se nourrit certes de son passé, mais se transforme au contact des changements socio-économiques et des apports des nouveaux venus. Aucune identité n'est donc suspendue à un moment de l'histoire comme certains identitaires

voudraient le faire accroire pour mieux rejeter ceux qui y sont parvenus plus tard. Ce qui est vrai à l'échelle locale, l'est aussi à une échelle plus globale, depuis la France jusqu'à l'Europe dont les identités sont mouvantes et toujours à redéfinir.

Pour que cette identité partagée se construise, autrement dit pour éviter que se referme le piège identitaire où le *nous* se fait le rival du *eux*, il y a bien sûr des conditions à rappeler qui, dans l'ensemble, ont plus ou moins joué dans notre pays : les processus d'intégration y sont dans l'ensemble puissants ainsi que des études le montrent régulièrement, même s'il ne faut pas nier l'existence de poches de marginalité sociopolitique prêtes à se radicaliser. Rappelons aussi au passage que l'intégration, ce n'est pas nécessairement le clonage de tout le monde selon un stéréotype identitaire. C'est le partage de normes collectives qui n'obligent aucunement à la ressemblance intégrale.

Parmi ces facteurs de « réussite identitaire », la laïcité s'avère particulièrement facilitatrice. Ayant déjà évoqué cette question en 2016, nous ne reviendrons pas là-dessus. Nous retenons juste deux choses que nous avions alors écrites : la laïcité ne doit pas être utilisée comme une arme contre certains concitoyens, en l'occurrence musulmans, ainsi que certains identitaires le souhaiteraient. En second lieu, nous réitérons ces mots de Jean Jaurès, selon qui « *la république restera laïque parce qu'elle sera sociale* ». Autrement dit, c'est aussi et surtout l'équilibre socio-économique et territorial qui permet aux citoyens de vivre ensemble, et c'est donc toute la question du développement social et de l'aménagement du territoire qui en est une clef essentielle.

Par-delà la question de la laïcité et de l'équilibre social et territorial, les identités posent un défi majeur aux démocraties, qui doivent cheminer sur une délicate ligne de crête, en particulier en termes d'identités régionales. Une reconnaissance excessive finit par dissoudre une appartenance nationale plus large.

“ Une personne qui pense avant tout à faire des murs, où qu'ils se trouvent, et non des ponts, n'est pas chrétienne. »

Pape François

À l'inverse, une uniformisation (jacobinisme) reposant sur l'identité de la majorité qui refuse de reconnaître des identités minoritaires est source de conflits tout aussi destructeurs. La réponse est bien dans cet entre-deux, qui appelle à beaucoup d'intelligence collective où certains doivent faire un bout du chemin en limitant leurs revendications identitaires, quand les autres doivent faire le reste en reconnaissant les différences. Force est d'admettre qu'en France, après avoir connu les excès du jacobinisme, nous en sommes venus à un modèle plus équilibré et apaisé où des singularités peuvent davantage s'exprimer offrant ainsi une respiration culturelle nécessaire.

Évidemment l'école demeure un facteur central de cette réussite, et nous nous réjouissons du consensus politique autour de cette institution qui assure un creuset culturel salutaire, même si les écarts socio-économiques des territoires et des quartiers, en distinguant de fait les origines sociales des publics, rendent de plus en plus difficile cette vocation. Par-delà, ce brassage possible mais menacé, c'est aussi au cœur de cette école, que peuvent être affirmées les valeurs d'égalité, de fraternité et de liberté sans cesse à réaffirmer. Il va sans dire que le maillage du territoire, par un gigantesque tissu associatif, notamment dans le sport, l'art et l'éducation populaire, permet la consolidation du corps social. Le travail de tous les artisans d'intégration dans les banlieues et les territoires relégués du pays est ici à saluer. Tout cela se rapporte bien sûr à l'identité nationale. Or nous ne sommes pas réductibles à

ce seul enracinement primordial. En particulier, l'identité européenne se superpose à elle sans l'exclure. Et cette Europe que les pères fondateurs avaient lancée se voulait inclusive et basée sur les principes politiques de la liberté, du droit et de la solidarité, que l'on ne saurait passer sous le boisseau de la seule construction économique. On ne doit pas oublier qu'à l'échelle mondiale, elle est en première ligne sur les questions écologiques (notamment sur le climat), sociales et juridiques. C'est aussi ce *qu'elle est*, pas seulement ce *qu'elle a* (sa force économique), qui a longtemps attiré tant de candidats à l'adhésion. Pourtant, à l'heure des replis nationaux, l'Europe semble n'avoir pas réussi à persuader ses citoyens de la force de son corpus de valeurs dont les origines sont plurielles. Malgré tout, l'identité européenne se construit au travers des coopérations multiples, à commencer par les échanges de plus en plus massifs de jeunes étudiants. Mais rien ne pourra remplacer un projet européen qui, dans une mondialisation manquant de contrôle, doit reprendre la marche en avant sur le chemin des ambitions politiques qu'avaient entamé ses fondateurs. Quant aux racines dites chrétiennes de cette Europe, le Pape François nous demande ni de les ignorer, ni surtout d'en faire une démarcation contre d'autres. « *Une personne qui pense avant tout à faire des murs, où qu'ils se trouvent, et non des ponts, n'est pas chrétienne.* » a-t-il pu écrire. Mais reconnaître ces racines chrétiennes de l'Europe, c'est surtout selon lui « *pour les arroser, dans un esprit de service comme le Christ lors du lavement des pieds de ses disciples.* »

Des identités chrétiennes : le service et l'espérance

Au terme de cette courte réflexion, c'est donc bien la question de l'identité chrétienne qui se pose. Par-delà leur lien à Dieu, les religions

ooo

relient (*re-ligare*) les êtres qui s'en réclament. Elles sont ainsi un formidable vecteur identitaire. Le judaïsme a ainsi permis aux Hébreux de résister aux vents défavorables de leur histoire, notamment l'Exil à Babylone entre 597 et 538 avant notre ère, puis la destruction du second Temple en 70.

C'est en tant que Galiléen, pleinement dépositaire de cette identité juive, que Jésus a vécu et prêché. Cela ne l'a pas empêché de renverser radicalement bien des perspectives et des priorités de la religion juive, devenue moins une source de libération qu'un joug imposé par les religieux de son époque. Solidaire de son peuple, il n'en a pas moins déposé les graines de l'universalisme en annonçant et montrant par ses actes que tout homme est à l'image de Dieu et aimé de Lui. D'ailleurs, en montrant la bonté du Samaritain, le seul à avoir secouru l'homme blessé, alors même que sa communauté était mal vue des Juifs, Jésus a voulu montrer que la fraternité transcende les nations. Saint Paul, juif particulièrement observant et persécuteur des premiers chrétiens, a ensuite fait fructifier ces graines de l'universalisme après avoir été transformé par sa foi en la résurrection de Jésus : « *Il n'y a plus ni Juif, ni Grec, il n'y a plus ni esclave, ni homme libre, ni homme, ni femme ; car tous vous êtes un en Jésus-Christ.* » (Galates 3, 28)

Notre foi se situe donc pleinement dans cet universalisme fraternel qui considère chacun comme partageant une même identité, celle au-dessus de toutes les autres : l'humanité qui est en nous. Tout cela ne nous oblige en rien à déserter toute autre identité par exemple nationale, bien au contraire, car la fraternité ne peut se concevoir de façon abstraite sans un cadre concret. Notre foi nous oblige seulement à considérer qu'aucune identité n'est plus absolue que l'humanité qui nous relie. Et pour revenir à ce qui pourrait être l'une des identités chrétiennes, autrement dit le *service* évoqué

par François, les mots d'un autre François, celui d'Assise, pourraient en préciser les contours :

*Là où est la haine, que je mette l'amour.
Là où est l'offense, que je mette le pardon.
Là où est la discorde, que je mette l'union.
Là où est l'erreur, que je mette la vérité.
Là où est le doute, que je mette la foi.
Là où est le désespoir, que je mette l'espérance.
Là où sont les ténèbres, que je mette la lumière.
Là où est la tristesse, que je mette la joie.*

Avec ce programme, nous pouvons rejoindre bien d'autres artisans de paix, de justice et d'amour. Là où l'identité est sans doute plus spécifique, c'est en particulier dans l'espérance que la vie commencée ici ne s'arrête pas avec la mort. Ainsi que le mentionne le dominicain Adrien Candiard, « *le monde attend de nous que nous vivions dans l'espérance, c'est-à-dire que nous vivions pour l'éternité, que nous vivions pour ce qui compte vraiment et ne passera jamais.* » Soyons serviteurs et porteurs d'espérance !

Le 12 septembre 2018

* **La CERCA** : Arnaud Billat, Pierre Blanc, Claude Desbordes, Patrice Desbordes, Michel Laborde, Catherine Wilbrod et Yves Gouyou.

La cellule de réflexion chrétienne sur l'actualité (CERCA) a été créée au milieu des années 90 à la suite du Synode diocésain. Ce groupe propose des clefs d'analyse de certains sujets d'actualité qu'il revisite également avec un regard chrétien.